

ACTIVITÉS DU CSP

BULLETIN MENSUEL



FÉVRIER 2022

SECRÉTARIAT DU CPS
PSC-Secretariat@africa-union.org

PERSPECTIVES POUR LE MOIS

La République du Kenya, par l'intermédiaire de S.E. Jean Kamau, Ambassadeur/Représentant permanent auprès de l'Union africaine (UA), a été Président du Conseil de Paix et de Sécurité (CPS) de l'UA. Le programme de travail provisoire pour février 2022 a été adopté le 26 janvier 2022, avec une réunion au niveau des chefs d'État et de gouvernement (HoSG) sur deux points de l'ordre du jour : (i) la mise en œuvre des délibérations de Nairobi sur le terrorisme et l'extrémisme violent en Afrique ; et (ii) la situation au Sahara occidental ; une réunion ministérielle sur le débat général sur l'urbanisation, les femmes, la paix et la sécurité en Afrique ; deux réunions des ambassadeurs ; une réunion consacrée à l'examen des situations en Guinée et au Soudan ; la deuxième réunion pour examiner les mises à jour des consultations sur l'AMISOM post-2021 ; deux missions sur le terrain au Soudan du Sud et au Soudan, et deux réunions du Comité d'experts du CPS.

Le programme de travail provisoire a été réexaminé et la réunion du HoSG sur le terrorisme et l'extrémisme violent en Afrique et la situation au Sahara occidental ; la réunion des ambassadeurs sur la situation au Soudan ; la mission sur le terrain au Soudan et la réunion des experts sur la préparation de la réunion des HoSG et la préparation de l'initiation au CPS ont été reportées. En outre, le CPS a également reçu une mise à jour de la situation dans la Corne de l'Afrique. Il convient également de noter que le CPS a examiné et adopté son programme de travail provisoire pour le mois de mars 2022.

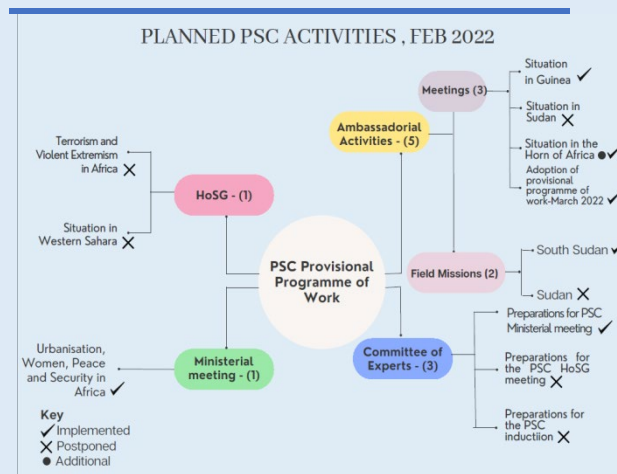


Figure 1 - Réunions/activités du CPS prévues, reportées, mises en œuvre et ajoutées pour le mois de février 2022.

DÉBAT GÉNÉRAL SUR LE LIEN ENTRE L'URBANISATION, LES FEMMES, LA PAIX ET LA SÉCURITÉ EN AFRIQUE

Le mois a commencé par une séance publique lors de la 1063e réunion du CPS, tenue le 8 février 2022 au niveau ministériel, sur le thème « Urbanisation, Femmes, Paix et Sécurité ». Le Conseil a adopté un communiqué dans lequel il a exprimé son inquiétude face à la croissance démographique considérable du continent et à l'urbanisation rapide, alors que d'autres problèmes se posent, notamment l'inadéquation entre l'offre de services et le rythme de l'urbanisation, la persistance de conflits violents et de crises, ainsi que d'autres menaces pour la paix, la sécurité et le développement, qui, s'ils ne sont pas bien gérés, ont des effets négatifs sur les femmes et les filles.

À cet égard, le Conseil a, entre autres, demandé à la Commission de l'UA, par le biais du Bureau de l'Envoyée spéciale de l'UA pour le programme Femmes, Paix et Sécurité, et d'autres départements concernés, en collaboration avec les États membres et les CER/MR, d'élaborer une feuille de route continentale globale sur l'urbanisation, qui soit à la fois sécuritaire et sensible à la dimension

de genre, et de la soumettre au CPS pour examen.

Le Conseil a également demandé à la Commission de l'UA, en étroite coordination avec ONU-HABITAT, de continuer d'apporter son soutien aux États membres dans leurs efforts nationaux respectifs de mettre en œuvre les décisions pertinentes de l'UA, afin de relever les défis liés à l'urbanisation tels que ceux relatifs à la coexistence pacifique et à la stabilité, ainsi qu'à la sûreté et à la sécurité des femmes et des filles.

MISE À JOUR SUR LA SITUATION EN GUINÉE

La situation en Guinée a été abordée au niveau des ambassadeurs le 10 février 2022 lors de la 1064^e réunion du CPS, cinq mois après que le Conseil a suspendu la Guinée de sa participation à toutes les activités de l'Union africaine, de ses organes et institutions jusqu'à ce que l'ordre constitutionnel normal soit rétabli dans le pays. Le communiqué adopté a, entre autres, salué les récents développements en Guinée, notamment l'adoption de la Charte de la transition, la nomination d'un Premier ministre civil, la formation d'un gouvernement de transition, l'adoption de la feuille de route du gouvernement pour la transition et la nomination des membres du Conseil national de transition (CNT).

Le Conseil s'est déclaré profondément préoccupé par la lente mise en œuvre de la Charte de la transition et a demandé instamment aux autorités de la transition et au Conseil national de transition d'accélérer l'établissement d'un calendrier clair, pratique et assorti de délais pour la mise en œuvre de la Charte de la transition, en particulier la tenue d'élections nationales, afin de faciliter le retour rapide à l'ordre constitutionnel. Le Conseil a également demandé aux chefs militaires guinéens de respecter leurs engagements et de ne pas se présenter aux prochaines élections à la fin de la période de

transition, afin de faciliter un retour total à un régime civil, conformément à la Constitution du pays. Il a été demandé à la Commission de l'UA d'entreprendre une mission d'évaluation des besoins en Guinée afin de faire participer les autorités guinéennes et les autres parties prenantes à l'adoption d'un plan de transition conforme aux normes de l'UA et de la CEDEAO et de fournir des informations au CPS à chaque trimestre.

MISE A JOUR SUR LA SITUATION DANS LA CORNE DE L'AFRIQUE

Le 10 février, le Haut Représentant du Président de l'UA dans la Corne de l'Afrique, S.E. Olusegun Obasanjo, ancien Président de la République fédérale du Nigeria, a informé le Conseil de son action dans la Corne de l'Afrique, en particulier en Éthiopie. Il s'agit du deuxième exposé présenté au Conseil depuis sa nomination. La première communication a eu lieu en novembre 2021.

Le Haut Représentant a souligné les récents développements en Éthiopie, notamment la création de la Commission nationale de dialogue et la promulgation de la législation nécessaire, la libération de prisonniers politiques, la question de l'accès humanitaire, le retrait des forces, l'amélioration générale de la bonne volonté et l'engagement en faveur du dialogue comme seule approche viable pour relever les défis auxquels le pays est confronté, avec la facilitation de l'UA.

Le Haut Représentant a informé le Conseil que, malgré les progrès accomplis, l'accès aux services essentiels reste limité, ce qui aggrave la situation humanitaire désastreuse au Tigré et dans d'autres régions directement touchées par le conflit. Il a lancé un appel aux membres du CPS pour qu'ils continuent d'exhorter le gouvernement fédéral à lever le blocus et à rétablir les services en tant que mesures essentielles de renforcement de la confiance. Il a également demandé au Conseil d'appeler toutes les parties à se retirer complètement des territoires occupés et à retourner à leurs

positions initiales afin de jeter les bases pour amorcer le dialogue et les négociations.

Le Conseil a également examiné la situation générale dans la Corne de l'Afrique et s'est engagé à affiner la stratégie visant à promouvoir une paix et une stabilité durables dans la région. Le CPS n'a pas émis de résultat et le Haut représentant a publié un communiqué de presse à la suite de son intervention devant le Conseil.

MISE À JOUR SUR L'ÉTAT DES CONSULTATIONS SUR L'AMISOM APRÈS 2021

À la suite des consultations en cours entre l'UA, le Gouvernement fédéral de Somalie (GFS), les Nations unies (ONU) et l'Union européenne (UE) sur la mission de l'UA en Somalie (AMISOM) après 2021, le CPS a reçu, le 15 février 2022, une information actualisée sur l'état des consultations sur l'AMISOM après 2021.

Le CPS a félicité le GFS pour le niveau exceptionnel de coopération dont a bénéficié l'équipe technique de l'UA au cours des consultations sur le projet de concept d'opérations (CONOP), la proposition conjointe et le concept de soutien logistique pour la nouvelle mission de transition de l'UA en Somalie (ATMIS), qui doit être lancée le 1er avril 2022. Le Conseil a souligné qu'il importait de veiller à ce que l'UA et le GFS s'entendent sur la mission de suivi en Somalie.

Les membres du Conseil ont souligné l'importance d'aligner clairement le mandat de l'ATMIS sur le plan de transition pour la Somalie, ainsi que l'importance de prendre sérieusement en compte les points de vue des pays contributeurs de troupes et de police (P/PCT) dans l'élaboration des CONOP, compte tenu du fait qu'ils ont une meilleure appréciation des réalités sur le terrain. Le CPS a accepté de recevoir une communication complète et d'examiner les CONOP et le rapport conjoint UA-ONU au début du mois de mars 2022.

MISSION SUR LE TERRAIN AU SOUDAN DU SUD



Le CPS est resté activement saisi de la situation en République du Soudan du Sud et a encouragé à plusieurs reprises les parties prenantes sud-soudanaises à rester fermes et à honorer leurs engagements, afin de construire une paix, une sécurité et une stabilité durables au Soudan du Sud et, par extension, dans toute la région.

Dans ce contexte et conformément à son mandat de promouvoir la paix, la sécurité et la stabilité en Afrique, le CPS a effectué, du 22 au 25 février 2022, sa sixième mission sur le terrain en République du Soudan du Sud depuis sa première mission en octobre 2016. La mission sur le terrain est conforme à l'obligation de l'Union africaine (UA) en tant que garante du R-ARCSS, et a eu lieu deux ans après la formation du Gouvernement de transition d'unité nationale revitalisé (R-TGoNU) le 22 février 2020.

La mission a permis au CPS de recueillir des informations de première main sur la situation générale sur le terrain, en particulier sur l'état d'avancement de la mise en œuvre du R-ARCSS, depuis la dernière mission de terrain du CPS effectuée en mars 2021, et sur les défis à relever afin de mieux orienter les prochaines mesures que l'UA devra prendre lorsque la transition entrera dans sa phase finale. Le CPS a également saisi l'occasion pour assurer le suivi de la mise en œuvre des tâches prévues dans le communiqué qu'il a adopté à l'issue de sa 1060e réunion tenue le 25 janvier 2022 sur la situation au Soudan du Sud.

La présence des Membres du Conseil sur le terrain a réaffirmé la solidarité de l'UA avec le gouvernement et le peuple du Soudan du Sud,

ainsi que l'engagement continu de l'UA à soutenir le Soudan du Sud dans les efforts visant à assurer une transition réussie. Le CPS examinera le rapport de la mission sur le terrain au cours du mois de mars 2022, qui sera adopté par un communiqué.

ACTIVITÉS PRÉVUES POUR MARS 2022

Le 14 février 2022, le CPS a adopté son programme de travail provisoire pour mars 2022. Le CPS devrait tenir, en mars 2022, cinq réunions au niveau des ambassadeurs, axées sur la jeunesse, la paix et la sécurité en Afrique ; l'examen des résultats de la première retraite conjointe du CPS et du MAEP (Conclusions d'eThekwini) ; la mise en œuvre de la Force africaine en attente (FAA) ; les politiques de protection des enfants dans les OSP de l'UA et l'intégration de la dimension de protection des enfants dans l'APSA ; et la mise en œuvre du traité de Pelindaba.

A la suite du communiqué du CPS, adopté lors de sa 1061e réunion, tenue le 27 janvier 2022, la Commission de l'UA organisera, au Ghana, un Forum de réflexion sur les changements anticonstitutionnels de gouvernement, auquel participeront les membres du CPS.

Compte tenu du fait que les Membres du CPS nouvellement élus prendront leurs fonctions

au Conseil à partir du 1er avril 2022, la Commission de l'UA organisera, à Maseru au Lesotho, un programme d'initiation et d'orientation pour les membres du CPS nouvellement élus, les membres réélus et les membres sortants. Il est attendu que le CPS organise une séance d'initiation pour les membres nouvellement élus du CPS au niveau du Comité d'experts et au niveau des ambassadeurs.

Les membres nouvellement élus du CPS commenceront à assister aux réunions du CPS en tant qu'observateurs à partir du début du mois de mars 2022.

MESSAGE COMMISSAIRE AUX AFFAIRES POLITIQUES, À LA PAIX ET À LA SÉCURITÉ

Au nom du Président de la Commission, Ambassadeur Bankole Adeoye a félicité le Président sortant, Ambassadeur Jean Kamau de la République du Kenya, pour sa présidence remarquable du Conseil pour le mois de février 2022, et a souhaité la bienvenue à l'Ambassadeur Mafa Sejanamane du Royaume du Lesotho pour son accession à la présidence pour le mois de mars 2022. Il a assuré le Royaume du Lesotho de la disponibilité de la Commission à lui fournir tout le soutien nécessaire tout au long du mois et au-delà.

Intervenants principaux/Invités - Février 2022

S/N	Réunion/Mission sur le terrain	Intervenants principaux	Résultat
1.	1063e réunion le 8 février 2022 Discussions sur l'urbanisation, les femmes, la paix et la sécurité	S. E. Ambassadeure Raychelle Omamo, (SC, EGH), Secrétaire de Cabinet, Ministère des Affaires étrangères de la République du Kenya et Présidente du CPS pour le mois de février 2022 S. E. Ambassadeur Bankole Adeoye, Commissaire de l'UA aux Affaires politiques, à la Paix et à la Sécurité S. E. Madame Bineta Diop, Envoyée spéciale de l'UA pour le programme «Femmes, paix et sécurité». S. E. Mme Maimunah Mohd Sharif, Directrice exécutive du Programme des Nations unies pour l'habitat (ONU-Habitat) S. E. M. Mobingue Ngom, Conseiller principal de la	Communiqué PSC/MIN/COMM.1063 (2022) -

		Directrice exécutive et Directeur du Bureau de représentation du FNUAP auprès de l'UA et de la Commission économique des Nations unies pour l'Afrique (UNECA)	
2.	1064e réunion le 10 février 2022 Mise à jour sur la situation en Guinée.	S. E. Ambassadeur Jean Kamau, Président du CPS pour le mois de février 2022 S. E. Ambassadeur Bankole Adeoye, Commissaire de l'UA aux Affaires politiques, à la Paix et à la Sécurité Représentant du Ghana en tant que Président de l'Autorité des chefs d'État et de gouvernement de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO)	Communiqué PSC/PR/COMM.1064(2022)
	Situation actuelle dans la corne de l'Afrique	S. E. Ambassadeur Jean Kamau, Président du CPS pour le mois de février 2022 S. E. Président Olusegun Obasanjo, Haut représentant de l'UA pour la Corne de l'Afrique S. E. Ambassadeur Bankole Adeoye, Commissaire de l'UA aux Affaires politiques, à la Paix et à la Sécurité	Communiqué de presse du 10 février 2022 par le Haut Représentant
	1065e réunion le 14 février 2022 Examen et adoption du programme de travail provisoire du CPS pour le mois de mars 2022	S. E. Ambassadeur Mafa Sejamane, Représentant permanent du Royaume du Lesotho et Président du CPS pour le mois de mars 2022	Adoption du programme de travail provisoire du CPS pour le mois de mars 2022
3.	1066e réunion le 15 février 2022 Etat des consultations sur la mission de l'UA en Somalie (AMISOM) après 2021	S. E. Ambassadeur Jean Kamau, Président du CPS pour le mois de février 2022 S. E. Ambassadeur Bankole Adeoye, Commissaire de l'UA aux Affaires politiques, à la Paix et à la Sécurité S. E. Ambassadeur Francisco Caetano Madeira, Représentant spécial du Président de la Commission de l'UA (RSPC) pour la Somalie et Chef de l'AMISOM S. E. Ambassadeur Abdullahi Ahmed Jama, Représentant permanent de la Somalie auprès de l'UA Dr Alhadji Sarjoh Bah, Directeur de la Direction de la Gestion des conflits.	Compte rendu analytique
4.	Mission sur le terrain au	S. E. Président Salva Kiir Mayardit	Rapport de mission sur le terrain

	Soudan du Sud, 22 au 25 février 2022	Vice-président, S.E. Dr Riek Machar Membres du cabinet du Gouvernement d'union nationale de transition reconstitué (R-TGoNU) Le Comité national de transition [CNT] La Mission des Nations unies au Soudan du Sud (UNMISS) Commission conjointe reconstituée de suivi et d'évaluation (R-JMEC) et Mécanisme de suivi et d'évaluation des accords de cessez-le-feu et de sécurité transitoire Communauté diplomatique - IGAD, ADC (Coopération autrichienne au développement), Troïka, UE Les autorités de l'État et nationales, et les équipes régionales et des Nations unies sur le terrain Pibor et Bor Organisations de la société civile (dirigeants d'organisations confessionnelles, femmes, jeunes et communauté des affaires)	